

Urgence sociale

vendredi 3 novembre 2006, par [AGUIRRE Léonce](#) (Date de rédaction antérieure : 2 novembre 2006).

Le terrible drame de Marseille suscite une indignation légitime. Notre solidarité avec Mama Galledou, qui est entre la vie et la mort, est totale. Mais on ne saurait hurler avec les loups, avec une classe politique qui joue le rôle du pompier pyromane en matière sociale. N'oublions pas que c'est la politique antisociale, discriminatoire et provocatrice de Chirac et du gouvernement en général, et de Sarkozy en particulier, qui génère ces formes de violence aveugles et vaines.

Il y a un an, la jeunesse des quartiers déshérités se révoltait, massivement et légitimement, contre ses conditions de vie marquées par un chômage massif, les petits boulots, les logements et les cités à l'abandon, les discriminations à l'emploi, la dégradation et la disparition des services publics, le harcèlement quotidien des contrôles policiers. Et, depuis un an, les seules mesures concrètes du gouvernement ont été l'instauration du CPE, la mise en place de lois toujours plus répressives et l'organisation d'opérations policières à grand spectacle dans les cités où les chaînes de télévision sont conviées pour les filmer en direct, la dernière en date étant l'arrestation à Marseille de cinq jeunes soupçonnés d'être les auteurs de l'incendie du bus.

Dans les cités populaires, le chômage varie toujours entre 40 et 50 %, les associations qui s'efforcent concrètement et quotidiennement de retisser des solidarités sociales n'ont pas reçu les subventions promises, des lignes de bus traversant certains quartiers populaires sont supprimées, aucun moyen à la hauteur des besoins n'a été dégagé pour l'Éducation nationale et pour les éducateurs de rue.

Face à ces violences sociales, qui sont à l'origine de drames comme celui de Marseille, la résistance s'organise, parfois de manière souterraine. Les premières leçons ont été tirées des mobilisations de 2005.

Des associations autonomes de la jeunesse des cités à différents groupes de rap, émerge la volonté d'une intervention sur le champ politique et social pour imposer un plan de mesures d'urgence pour les quartiers. Ce combat est aussi le nôtre.

P.-S.

* Editorial de Rouge n° 2179 du 2 novembre 2006.